
Le Canada a la responsabilité de promouvoir la participation des femmes à la consolidation de la paix et à la défense des droits humains dans les Républiques du Soudan et du Sud-Soudan

Le Soudan (qui comprend maintenant la République du Soudan et la nouvelle République du Sud-Soudan) a connu pendant plus de 20 ans une guerre civile porteuse de violence, de mort et de destruction. Un nouvel espoir a surgi avec la signature en 2005 d'un accord de paix entre le gouvernement dans le Nord et les rebelles dans le Sud. Des élections donnèrent le mandat d'organiser un référendum sur l'autodétermination qui entraîna la création de la République du Sud-Soudan (RSS) en 2011.

Cependant le conflit se poursuit dans certaines régions à l'intérieur de la République du Soudan : au Darfour dans l'ouest, dans deux États méridionaux à la frontière de la nouvelle RSS, soit le Kordofan du Sud (en particulier dans les monts Nouba) et le Nil bleu, ainsi que dans la région disputée d'Abiyé, riche en hydrocarbures, qui a des sympathies culturelles et politiques pour la RSS et où on a lancé contre le Nord des accusations de purification ethnique.

Depuis 1983, les divers conflits au Soudan ont entraîné la mort de quelque deux millions de personnes, directement ou indirectement. Le Soudan compte la plus forte population de déplacés internes dans le monde. Même si plus d'un million de personnes sont rentrées dans leur collectivité au cours des dernières années, des dizaines de milliers d'habitants du Nil bleu ont fui dernièrement les combats en Éthiopie. L'ONU estime actuellement qu'il y a entre 4 et 5 millions de personnes déplacées dans le pays (dont 2,4 millions de déplacés internes au Darfour).

Salva Kiir, premier président de la RSS, déclarait récemment aux délégués des Nations Unies que « même avant les ravages provoqués par la guerre, notre pays n'avait jamais rien eu qui eût mérité d'être reconstruit ». Le Sud-Soudan avait peu d'écoles ou de routes pavées; l'analphabétisme et la pauvreté y sont largement répandus; la plus grande partie de la population n'a pas accès aux soins de santé; et les taux de mortalité maternelle et infantile sont très élevés. Pendant des décennies, le régime islamiste soudanais établi à Khartoum a vécu des ressources naturelles du Sud : il a construit des oléoducs pour acheminer le pétrole du Sud vers les raffineries du Nord afin de l'exporter en Chine. Le nouveau Sud-Soudan est maintenant placé devant l'énorme défi de se doter d'infrastructures modernes qui soient les siennes.

Le Conseil des Églises du Soudan, partenaire de KAIROS, souligne l'immense contribution des femmes du Nord, du Sud et de la diaspora à la consolidation de la paix et à la défense des droits humains au Soudan. Elles jouent un rôle clé, qui doit être pleinement reconnu et appuyé.

À l'heure actuelle, le gouvernement du Sud-Soudan reste largement contrôlé par les hommes qui ont fait la guerre contre le Nord. Ceux-ci estiment détenir des droits à cause de la part qu'ils ont prise à la libération du Sud, tandis que les femmes et les minorités sont largement exclues. Cependant, la constitution provisoire comprend pour les femmes des dispositions d'action positive à hauteur de 30 pour cent, et on presse les femmes de tirer parti de cet espace qui s'ouvre à elles.

Par ailleurs, dans le Nord, on craint vivement que les femmes du Soudan ne soient abandonnées par le reste du monde. Alors que les organisations internationales et les ONG s'intéressent aux problèmes de développement au Sud, les groupes de femmes dans le reste du Soudan pourraient se trouver laissés à eux-mêmes.

Si le régime du président Omar Hassan al-Bashir (premier chef d'État à être mis en accusation par le Tribunal pénal international) imposait la charia à toute la population du Nord arabisé et islamisé, sans souci de la diversité ethnique et religieuse, il limiterait gravement les droits des femmes, de celles notamment qui sont originaires du Sud et qui vivent encore dans le Nord. Dans le Nord, «la guerre fait partie intégrante de la politique gouvernementale», explique une femme interviewée par KAIROS. Bashir s'est même demandé si le viol des femmes du Darfour constituait vraiment un crime qui méritait d'être puni, quand il a rencontré en 2004 la Commission internationale de l'ONU qui faisait enquête sur les allégations de violations des droits humains au Darfour.

Dans ce contexte, KAIROS présente respectueusement les recommandations suivantes au gouvernement du Canada:

-
- ✓ **Faire appliquer la résolution UNSC1325** Sur le plan international, le Canada a un rôle important à jouer pour promouvoir la mise en application de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et la participation substantielle des femmes à tous les aspects de la consolidation de la paix comme stratégie efficace pour régler les différends et bâtir une paix solide. En ce qui concerne la République du Sud-Soudan, le Canada devrait:
 - intégrer immédiatement le Plan d'action national canadien sur les femmes, la paix et la sécurité au Groupe de travail du gouvernement sur le Soudan, au Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (y compris le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales), aux programmes de l'ACDI et à ses autres activités gouvernementales concernant la RSS; et
 - aider la République du Sud-Soudan à élaborer et à mettre en œuvre son propre plan d'action.

 - ✓ **Appuyer la société civile** Le gouvernement canadien doit accroître et renforcer son soutien politique et financier aux groupes de femmes qui défendent les droits humains et aux organisations féminines de la société civile dans les zones de conflit. Une composante essentielle de cet appui serait une augmentation de l'aide canadienne au développement versée à des programmes communautaires d'éducation et de formation aux droits de la personne destinés aux femmes. Le Canada devrait:
 - aider la société civile, notamment les groupes de femmes, dans la RSS et dans la République du Soudan, à contrôler la transparence des revenus du pétrole pour veiller à ce qu'ils améliorent concrètement la qualité de la vie des femmes et de leurs enfants en finançant des infrastructures sociales en santé et en éducation; et
 - exposer au gouvernement du République du Soudan la nécessité de bâtir une société diversifiée qui n'impose pas la loi religieuse à une population ethno-religieuse diverse.

 - ✓ **En finir avec l'impunité** Le Canada doit travailler à mettre un terme à l'impunité touchant la violence sexuelle en RSS et dans la République du Soudan en envoyant des femmes membres de la police militaire participer à la Mission de l'ONU dans la République du Sud-Soudan (UNMISS) et à la Mission de l'Union africaine au Darfour (UNAMID).

 - ✓ **Demander des comptes à l'industrie des matières premières** Le gouvernement canadien doit établir des mécanismes pour garantir que les sociétés canadiennes d'extraction des ressources présentes dans les zones de conflit armé interne ne contribuent pas à la perpétuation des violations des droits humains et de la violence sexuelle. En ce qui a trait à la République du Sud-Soudan, nous demandons au gouvernement du Canada de:
 - recourir à son expertise pour établir un régime réglementaire en vue de gérer comme il convient l'exploitation des ressources naturelles de la RSS, en particulier dans le secteur de l'énergie, afin de paver la voie à la bonne gouvernance;
 - conseiller le gouvernement du Sud-Soudan sur le réinvestissement des revenus pétroliers du pays dans des infrastructures sociales, notamment en santé, en éducation et en agriculture, susceptibles d'améliorer concrètement la vie des femmes et de leurs enfants; et
 - aider la RSS, grâce à l'unité anticorruption de la GRC, à établir des lignes directrices afin de prévenir le pillage des revenus et des ressources énergétiques par des sociétés étrangères (même canadiennes) et par des dirigeants locaux qui vivent au milieu d'une pauvreté accablante et qui pourraient être tentés de céder à des incitations financières contraires à l'éthique.



KAIROS: Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice est un projet commun à onze Églises et organisations religieuses, voué à la justice écologique et aux droits humains.

310 Dupont Street, Suite 200, Toronto, ON M5R 1V9 ♦ 1-877-403-8933 ♦
www.kairoscanada.org

